



Séisme en Haïti

12 JANVIER 2010 – 12 JANVIER 2013

BILAN ET REGARDS SUR TROIS ANS D' ACTIONS

www.croix-rouge.fr


croix-rouge française
Humanisons la vie

4 RETOUR SUR TROIS ANS D' ACTIONS

Le point avec Aaron Brent, chef de la délégation Croix-Rouge française en Haïti

5 JANVIER 2010 – DÉCEMBRE 2012

Nos actions en chiffres

6 DANS LES QUARTIERS

Reconstruire et organiser l'avenir des quartiers

12 DANS LES CAMPS

Réduire les vulnérabilités, renforcer l'autonomie des populations

16 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Accompagner la relève de la Croix-Rouge haïtienne; Des centres de santé opérationnels et performants; Lutter contre l'insécurité alimentaire grandissante

20 NOTRE ENGAGEMENT FINANCIER EN HAÏTI

21 ENCORE MERCI!

22 NOS PARTENAIRES INSTITUTIONNELS ET OPÉRATIONNELS

Ce rapport d'activité est également disponible sur le site Internet de la Croix-Rouge française, ainsi que les vidéos et un diaporama réalisés par Nicolas Beaumont à Port-au-Prince, fin novembre 2012. Diffusion sur <http://www.croix-rouge.fr> et sur les réseaux sociaux

Haïti – Trois ans d'actions

Croix-Rouge française – 98 rue Didot 75694 PARIS CEDEX 14 – 01 44 43 11 00

Directeur de la rédaction :

Jean-François Riffaud – Document réalisé par Nicolas Beaumont et Géraldine Drot, avec la collaboration de Charlotte Masselot

Mise en pages : CITIZENPRESS

Photos : Nicolas Beaumont – Décembre 2012.

croix-rouge française



6



12



16



20

Trois ans après le terrible séisme du 12 janvier 2010 qui a dévasté Haïti et sa capitale, le bilan de l'action humanitaire en faveur des victimes est globalement positif. Le travail effectué depuis les premières heures qui ont suivi cette catastrophe est considérable, et la situation a nettement évolué, notamment dans les camps. Selon les chiffres officiels, 360 000 personnes vivent encore sous des abris d'urgence, mais ils étaient 1,3 million en 2010. Les conditions de vie de ces populations et leur vulnérabilité n'ont rien de satisfaisant; néanmoins, des solutions de logement ont été trouvées pour une grande partie d'entre elles, et cette dynamique se poursuit en 2013. La Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge est doublement engagée dans ce processus de réinstallation des populations. En favorisant l'accès à un revenu aux familles vivant dans les camps, elle les accompagne au retour vers un habitat plus sûr. En participant à la rénovation de quartiers affectés, elle montre qu'il est possible de favoriser une réinstallation durable des populations dans un environnement amélioré.

Mais il ne faut pas abandonner ceux qui restent dans les camps et doivent garder l'espoir d'une autre vie. La Croix-Rouge française, aux côtés de la Croix-Rouge haïtienne, a choisi de poursuivre sa mission auprès des populations qui n'ont d'autre alternative que la vie dans un camp. Elle y mène désormais essentiellement des activités de préparation et de sensibilisation aux risques de catastrophe, de renforcement des abris, d'accès à l'eau et à l'assainissement. Ces axes d'intervention sont cruciaux pour améliorer les conditions de vie, réduire les risques de catastrophe et renforcer l'autonomie des communautés. C'est la même logique qui nous guide dans un quartier de Port-au-Prince, où la Croix-Rouge française mène un ambitieux programme de rénovation urbaine.

Haïti se situe dans un espace géographique particulièrement soumis aux aléas climatiques et naturels. Depuis 2007, le pays a subi sept cyclones majeurs, dont deux meurtriers en 2012 – les tempêtes Isaac et Sandy. Le choléra, devenu endémique depuis le premier pic d'octobre 2010, a également contribué à affaiblir la population. À cela s'ajoute une situation d'insécurité alimentaire qui affecte une large partie de la population haïtienne, toujours plus fragilisée par l'enchaînement des catastrophes. Ces personnes vivent en majorité dans les départements du Nord-Ouest, du Sud-Est, du Sud et de l'Artibonite, où la Croix-Rouge française est présente depuis



© Jean-Luc Luyssen

la fin des années 1990. Les facteurs de cette crise sont multiples, dus en partie aux cyclones de 2012 qui ont ravagé l'agriculture, à la hausse des prix des denrées sur le marché, mais aussi à des problèmes récurrents qui affectent surtout les plus vulnérables de la société. La Croix-Rouge française met en œuvre actuellement des programmes de relance économique pour lutter contre cette situation d'insécurité alimentaire et améliorer la production agricole.

Après trois ans d'actions sans relâche en Haïti, la Croix-Rouge française – à l'instar d'autres organisations humanitaires – est convaincue qu'il faut prendre en considération ces vulnérabilités dans leur ensemble. Haïti, ne l'oublions pas, est le pays le plus pauvre des Amériques (80 % des Haïtiens vivent avec moins de 2 dollars américains par jour) et souffre, de façon chronique, d'instabilité économique, sociale et politique.

La Croix-Rouge française, aux côtés de la Croix-Rouge haïtienne, poursuit son action de longue date en Haïti, où elle est engagée au moins jusqu'en 2016. Ensemble, elles poursuivent leurs efforts pour renforcer la résilience des populations face aux catastrophes et les soutenir dans leur démarche de développement.

Professeur Jean-François Mattei,
Président de la Croix-Rouge française

RETOUR SUR TROIS ANS D' ACTIONS

_____ Dans la continuité des actions d'urgence et de relèvement menées en 2010 et 2011, l'année 2012 a été centrée sur des activités visant à rendre les populations des camps et des quartiers de Port-au-Prince plus autonomes et à améliorer leurs conditions de vie. La Croix-Rouge française s'emploie à réduire les vulnérabilités des communautés – vulnérabilité sociale et économique, vulnérabilité face aux catastrophes naturelles récurrentes. Cela se traduit par la reconstruction et la réhabilitation de l'habitat individuel, l'accès aux services de base, l'aménagement urbain, la préparation aux risques de catastrophes, etc. La situation générale du pays reste instable et les besoins humanitaires sont nombreux. Le point avec Aaron Brent, chef de la délégation Croix-Rouge française en Haïti depuis juin 2011.

« Globalement, la Croix-Rouge française a atteint ses objectifs. Mais la mobilisation reste nécessaire, dans un contexte politique, économique et social instable, pour tenter de réduire les vulnérabilités. »



Quel bilan tirez-vous des actions menées depuis trois ans par la Croix-Rouge française ?

Cette mission reste à ce jour la plus importante au niveau international pour la Croix-Rouge française. Une trentaine d'expatriés sont toujours présents, aux côtés de 350 employés nationaux. C'est dire l'ampleur du défi que nous avons à relever. Il faut garder en mémoire qu'il y a trois ans Port-au-Prince était réduit en poussière, enseveli sous des milliers de tonnes de gravats, laissant plus d'un million de personnes sans abri. L'aide d'urgence a permis de fournir rapidement aux populations vivant dans les camps les services de base (abris, eau, assainissement, soins). Puis, face à une situation qui allait visiblement perdurer, nous nous sommes attachés à consolider l'accès à ces services. Fin 2010, nous avons dû faire face à un nouveau fléau : le choléra, qui a ralenti nos opérations de relèvement. Passée cette crise, nous nous sommes efforcés de sortir peu à peu d'une logique d'assistance pour favoriser le retour à l'autonomie des populations. En 2012, nous

avons poursuivi cette stratégie, partagée par le Mouvement Croix-Rouge et Croissant-Rouge, en centrant nos activités sur la réinstallation durable des populations.

Quelles sont les principales réalisations effectuées en 2012 ?

Nos actions restent centrées sur deux axes : les camps et les quartiers. Notre objectif est de donner les moyens aux populations de gérer elles-mêmes les services de base mis à leur disposition. Le principal progrès notable, c'est la décongestion très nette des camps, grâce notamment au processus de relocalisation des familles mis en œuvre par la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, de la Croix-Rouge haïtienne et d'autres Sociétés nationales sœurs. Le nombre de personnes dans les camps est ainsi passé de 520 000, en décembre 2011, à 360 000, fin 2012 (selon l'Organisation internationale pour les migrations). Reloger les personnes de façon durable reste notre objectif numéro un. C'est la raison pour laquelle nous poursuivons dans les quartiers de Delmas, à Port-au-Prince, des travaux de reconstruction des maisons et des projets d'urbanisation. Il s'agit d'offrir aux familles des conditions optimales de confort et de sécurité dans ces quartiers. Dans les quartiers comme dans les camps, notre stratégie repose sur la participation des communautés ; elle est essentielle afin que les populations adhèrent aux projets et assurent leur pérennité.

Quels sont les enjeux pour 2013 ?

La Croix-Rouge française doit poursuivre sa mission humanitaire auprès des populations

vivant encore dans des camps, améliorer leurs conditions de vie et leur autonomie, en attendant de trouver une solution de relogement. Les quartiers alentour constituent une alternative possible. Pour ce faire, nous allons poursuivre notre stratégie dite d'approche quartier intégrée, qui se traduit par des activités de rénovation urbaine, de reconstruction, de redynamisation de l'économie locale, etc. L'année 2013 devrait marquer une transition vers des programmes de développement, à l'instar des projets que nous menons depuis la fin des années 1990 dans la région du Bas-Artibonite, notamment dans les domaines de l'eau et de la réduction des risques de catastrophes.

La Croix-Rouge française reste donc mobilisée en Haïti. Pour combien de temps ?

Tout va dépendre des ressources supplémentaires que nous pourrions mobiliser. Reconstruire un pays, c'est améliorer une situation de vulnérabilité générale, c'est contribuer au renforcement des services de l'État et des acteurs locaux. C'est la raison pour laquelle la Croix-Rouge française va poursuivre ses actions, aux côtés de la Croix-Rouge haïtienne. Les dégâts provoqués par les tempêtes et cyclones récurrents (Isaac et Sandy en 2012) nous le rappellent sans cesse : la population haïtienne est particulièrement exposée. La pauvreté endémique du pays est un autre facteur aggravant, et l'année 2013 s'annonce difficile sur le plan de la sécurité alimentaire. Nous envisageons donc de mettre en œuvre des projets de développement, susceptibles de réduire ces fragilités.

UNE CATASTROPHE SANS PRÉCÉDENT, une mobilisation humanitaire inédite



_____ En 35 secondes, près de la moitié des habitations de Port-au-Prince, la capitale, et de ses environs est réduite en poussière. Le séisme du 12 janvier 2010, d'une magnitude de 7,3 sur l'échelle de Richter, dont l'épicentre est situé dans la zone la plus peuplée de l'île, fait 222 570 victimes, plus de 300 000 blessés et 1,3 million de personnes sans abri. Dans les heures qui suivent, la Croix-Rouge française déploie l'ensemble de ses moyens humains et matériels.

LA PHASE DE PREMIÈRE URGENCE : RETOUR SUR LES SIX PREMIERS MOIS D' ACTIONS

ERU (équipe de réponse aux urgences)

- 5 équipes ERU sont mobilisées, soit 93 volontaires spécialisés en santé, eau et assainissement et logistique.
- 150 tonnes de matériels de secours sont acheminées en quelques semaines.

DISTRIBUTIONS

- 35 000 familles reçoivent des produits de première nécessité : couvertures, kits cuisine, kits hygiène, jerricans, etc.
- 2 000 tentes et 11 000 bâches sont distribuées.

EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

- 180 000 personnes, regroupées sur 66 sites de rassemblement, sont approvisionnées en eau potable quotidiennement.
- 704 latrines et 750 douches sont construites sur 24 sites.

SOUTIEN PSYCHOSOCIAL

- 500 enfants reçoivent chaque jour un soutien psychosocial de la part des volontaires de la Croix-Rouge haïtienne formés par la Croix-Rouge française.
- 1 700 adultes sont pris en charge par les cellules d'écoute communautaire.

SANTÉ

- Entre 100 et 200 patients consultent chaque jour dans les deux dispensaires installés à Port-au-Prince durant les premiers jours suivant le séisme.
- 3 cliniques mobiles assurent plus de 30 000 consultations.

RAPATRIEMENTS

- Plus de 1 900 personnes rapatriées sur 47 vols – plus de 900 bénévoles mobilisés.

DE LA RELÈVE À AUJOURD'HUI : JUIN 2010-DÉCEMBRE 2012

- Près de 35 délégués expatriés et plus de 350 salariés nationaux mobilisés en permanence.

ABRIS

- Construction, réhabilitation et rehaussement de 178 maisons sur la période 2011-2014.
- 2 420 abris de transition sont fournis à plus de 2 400 familles, dont 674 disposent d'une installation sanitaire améliorée.
- 1 815 abris d'urgence sont renforcés dans les camps.
- 1 600 personnes sont sensibilisées à l'entretien des abris et formées à l'utilisation du matériel.

EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

- 38 points d'eau sont construits ou réhabilités.
- 40 comités d'eau sont mis en place et formés à la maintenance des sites.
- Plus de 330 latrines familiales sont réhabilitées ou construites pour 3 400 personnes.
- Plus de 622 500 messages de sensibilisation à l'hygiène et de prévention contre le choléra sont diffusés.
- Le réseau d'alimentation en eau potable de la ville de Petit-Goâve (53 000 habitants) est réhabilité et étendu.

SANTÉ

- 11 centres de santé de premier échelon (8 à Port-au-Prince et 3 à Petit-Goâve) sont réhabilités et leurs équipes renforcées.

- Plus de 50 600 consultations enregistrées dans les centres de santé soutenus par la Croix-Rouge française.
- Renforcement des capacités de l'École nationale des infirmières de Port-au-Prince (Enip) et de l'hôpital de l'université d'État : optimisation de la gestion administrative et appui à la formation des cadres infirmiers (environ 115 infirmières, professeurs et personnels administratifs).

RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES

- 46 comités de vigilance sont équipés en matériel d'alerte dans les camps : mâts et drapeaux de couleurs, radios manivelles, mégaphones, sifflets, etc.
- 668 personnes (502 à Port-au-Prince et 166 dans l'Artibonite) sont formées à l'évaluation des vulnérabilités et des capacités au sein de leurs communautés.
- En 2012, près de 50 000 personnes de la zone métropolitaine de Port-au-Prince ont été sensibilisées à la réduction des risques de catastrophes.

RÉTABLISSEMENT DES LIENS FAMILIAUX

- 111 dossiers de demande de recherche ont été constitués.
- 49 des 68 enfants haïtiens évacués vers la Guadeloupe et la Martinique après le séisme ont pu retrouver leur famille en Haïti, grâce au travail de recherche de la Croix-Rouge française et du Comité international de la Croix-Rouge.
- En France, 13 familles haïtiennes (soit 21 enfants) ont pu être réunies. Les démarches de regroupement familial se poursuivent à ce jour pour 5 familles (15 enfants).

DANS LES QUARTIERS

RECONSTRUIRE ET ORGANISER L'AVENIR DES QUARTIERS

Améliorer les conditions de vie des communautés pour favoriser leur réinstallation durable.

C'est l'objectif poursuivi par la Croix-Rouge française depuis 2010 dans le quartier de Delmas 9. Il a fallu surmonter d'énormes contraintes, liées principalement au déblaiement de milliers de mètres cubes de gravats et au manque de terrains, avant d'entamer la construction d'abris de transition.

On en dénombrait une centaine fin 2010. Ce sont aujourd'hui 406 familles qui ont retrouvé un toit. Un toit, mais pas seulement...

Depuis fin 2011, la Croix-Rouge française mène, en même temps qu'elle poursuit ses travaux de reconstruction et de réhabilitation de l'habitat individuel, un programme de rénovation urbaine permettant aux populations d'accéder aux services de base (eau, assainissement) et de bénéficier d'un environnement plus sûr, via des actions de préparation aux risques de catastrophes, notamment. La Croix-Rouge française, avec l'appui de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et de la Croix-Rouge haïtienne, mène ainsi une stratégie dite « approche quartier intégrée ». Elle s'appuie fortement sur la participation des communautés, dans un souci d'adhésion aux projets d'une part et, d'autre part, pour favoriser leur retour à l'autonomie. Toujours dans cette perspective de réduire les vulnérabilités, des activités de relance économique sont menées depuis fin 2012 dans ces quartiers.

Un chantier de reconstruction dans Delmas 13. Les normes parasismiques et paracycloniques sont mises en œuvre par les « boss ».



REPORTAGE À DELMAS 9

Du relogement à la rénovation urbaine

Des enfants en route pour l'école, des cireurs de chaussures bavardant sur le trottoir, des échoppes de rue... Le quartier de Delmas 9, situé dans le centre de la zone métropolitaine de Port-au-Prince, est aujourd'hui animé. La reconstruction et la réhabilitation de maisons sont lancées depuis fin 2011 et des travaux de voirie ont été engagés. Objectifs : renforcer la sécurité des habitants, améliorer leurs conditions de vie, réduire leur exposition aux risques de catastrophes naturelles et domestiques, et enfin, permettre le développement économique local. Depuis le second semestre 2012, la Croix-Rouge française, présente ici depuis trois ans, a étendu sa zone d'intervention aux quartiers de Delmas 7, 11 et 13, touchant ainsi une population d'environ 4 000 personnes.

Travaillant main dans la main avec les autorités locales et les représentants des habitants du quartier, la Croix-Rouge française poursuit, depuis fin 2011, ses projets de reconstruction et d'urbanisation dans le quartier de Delmas 9, aujourd'hui étendu aux quartiers 7, 11 et 13. L'année 2012 a permis de mener à bien la première phase de ce programme, en collaboration avec la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Les activités sont majoritairement orientées vers l'habitat individuel, explique Élodie Flory,

déléguée habitat-construction : « Nous avons effectué des renforcements parasismiques et paracycloniques sur 29 maisons endommagées et amélioré la salubrité de 19 autres maisons. Les travaux sont réalisés par une cinquantaine de "boss", des ouvriers qualifiés du quartier, formés à ces techniques avec l'aide de notre partenaire Build Change. » Des travaux d'urbanisme ont par ailleurs amélioré la sécurité du quartier : un garde-corps, dont une partie s'était effondrée dans le séisme, a été posé rue Guignard, par exemple; des trappes de visite et de curage des collecteurs d'eau

REPÈRES :

- Relogement de plus de 2500 familles dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince (quartiers de Delmas 7, 9, 11, 13, 17, 30 et Croix-des-Bouquets) depuis 2010.
- 406 familles relogées dans le seul quartier de Delmas étendu (soit près de la moitié de la population de Delmas 7, 9, 11 et 13).
- Construction de 224 abris de transition depuis 2010 sur Delmas 9 élargi.
- Construction, réhabilitation et rehaussement de 178 maisons sur la période 2011-2014, dont 101 en partenariat avec la Croix-Rouge américaine.
- Plus de 6800 contrats « argent contre travail » et « argent contre production » signés depuis 2010 pour les travaux de déblaiement des gravats, démolition et reconstruction.
- Projet de relance économique de 30 entreprises individuelles en 2012.



PP Le 12 janvier 2010, j'ai juste eu le temps de sortir de ma maison avant qu'elle ne s'effondre. Après le séisme, on a fait des réparations sommaires, puis la Croix-Rouge française m'a dit que j'allais bénéficier d'une nouvelle maison. J'ai vécu chez des voisins pendant plusieurs mois, et ça y est, c'est presque fini. Je n'aurais jamais imaginé pouvoir bénéficier d'une nouvelle maison!

JEUDI MARCANTI, BÉNÉFICIAIRE DU PROGRAMME RECONSTRUCTION

de pluie ont été installées. Dans un second temps, des solutions d'assainissement, de voirie et de drainage ont été mises en place. La tempête tropicale Isaac et le cyclone Sandy de 2012 ont ralenti le rythme des opérations. Les conditions de travail restent difficiles; il y a peu d'espace et les terrains sont escarpés. Toutefois, la communauté fait montre d'enthousiasme et de détermination, bien consciente que ces travaux vont contribuer à son bien-être futur et à sa sécurité.



PP C'est un véritable défi d'aménager ce quartier! Nous travaillons en concertation avec les acteurs locaux. Ma mission consiste à trouver des solutions en eau et assainissement, dans le cadre d'une activité de développement. Par exemple, nous prévoyons de nettoyer la ravine qui draine les eaux de pluie et de renforcer les murets pour éviter les glissements de terrain et les inondations provoqués par les cyclones. »

TIMOTHÉE ZOUNGRANA, DÉLÉGUÉ AMÉNAGEMENT ET INFRASTRUCTURES, CROIX-ROUGE FRANÇAISE

« Des quartiers plus forts, plus sûrs, plus résilients »

La stratégie de la Croix-Rouge française, partagée et soutenue par la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, prend en compte l'ensemble des vulnérabilités de la population. Cette méthode a pour nom « approche quartier intégrée » (INA en anglais). À la fois multidisciplinaire et communautaire, elle couvre les domaines de l'urbanisme, de la construction, de la relance économique, de la prévention des risques et de la santé. Appliquée depuis trois ans au quartier de Delmas 9, cette stratégie a pour finalité de mettre les personnes sur la voie du développement et de l'autonomie.

Pauline, Luce, Gerly, Paul, Michel-Ange... Ils sont représentants des habitants, spécialistes de la relance économique pour la Croix-Rouge française ou agents communautaires. Ces derniers incitent la population à participer activement à la réflexion sur les projets et le devenir du quartier. Véritables ambassadeurs de la Croix-Rouge dans le quartier, ils désamorcent également les conflits, recueillent les demandes, expliquent les tenants et les aboutissants des activités. L'adhésion des habitants à nos programmes est essentielle. En effet, il ne suffit pas de retrouver un logement, encore faut-il pouvoir s'installer durablement. L'accès à un revenu et aux services de base sont cruciaux, ainsi que la capacité des populations à faire face aux catastrophes. En effet, le quartier de Delmas 9 est périodiquement exposé aux cyclones – ce fut le cas en octobre 2012 avec Sandy – et la menace d'un nouveau séisme est toujours réelle. En 2012, un projet de réduction des risques de catastrophes a donc été lancé. Il a débuté par une enquête « connaissances-aptitudes-pratiques » (CAP) visant à identifier les besoins et les capacités spécifiques des habitants. À partir des résultats de cette étude et en concertation avec la communauté, une équipe d'intervention communautaire (EIC) a été créée. Ces bénévoles, issus des communautés du quartier, mènent des activités de sensibilisation et de préparation aux catastrophes. En outre, la Croix-Rouge organise des exercices dans les écoles, par exemple, pour apprendre aux habitants à réagir en cas de séisme, inondation, cyclone, etc.



La Scoded - Solution communautaire pour le développement de Delmas

Les membres de la Scoded sont fiers de représenter leur communauté. En 2012, la Croix-Rouge française a accompagné ces citoyens dans les démarches administratives pour former une association reconnue par les représentants de l'État. Quelques mois seulement après sa création officielle en janvier 2012, la Scoded a réalisé un projet d'aménagement urbain en partenariat avec la Croix-Rouge française. Le quartier souffrait d'un manque de signalétique urbaine. À présent, des panneaux indiquent le nom des rues et permettent de s'orienter. Ils transmettent également des messages de propreté du quartier et de sensibilisation à l'hygiène. L'association a également contribué, fin 2012, au déblaiement de centaines de mètres cubes de gravats.

« L'approche quartier intégrée est une composante clé de l'action du Mouvement Croix-Rouge en Haïti. Elle permet, avec les communautés et l'expertise de professionnels de différents secteurs - eau et assainissement, construction, hygiène, réduction des risques ou premiers secours - de rendre les quartiers plus forts, plus sûrs et plus résilients. »

JULIEN DUPUY, COORDINATEUR APPROCHE QUARTIER INTÉGRÉE DE LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE EN HAÏTI



« Grâce à la Croix-Rouge française, j'ai appris à gérer mon entreprise, à tenir mes livres de comptes, à évaluer l'état de mon stock. Désormais, j'anticipe mes entrées d'argent et je gère mes investissements. Bref, je fais fructifier mon commerce, alors qu'il y a trois ans, j'avais tout perdu ! »

CHRISTIAN SÉIDE, BÉNÉFICIAIRE DES ACTIVITÉS DE RELANCE ÉCONOMIQUE



« Nous allons continuer nos efforts de sensibilisation en 2013 et nous concentrer en particulier sur la santé à base communautaire. Cette mission repose sur des actions de prévention concernant les maladies les plus fréquentes. Nous nous attacherons également à prévenir les violences les plus courantes et à améliorer le système de référencement des victimes. L'objectif est de sensibiliser la population des quartiers à ces problématiques et d'inciter les victimes à se rendre dans des centres de soins. Des bénévoles du quartier seront identifiés et formés pour relayer ces messages et assurer ce travail de sensibilisation à l'échelle du quartier. »

PAULINE BUDENDORFF, DÉLÉGUÉE EN INGÉNIERIE SOCIALE POUR LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE, RESPONSABLE DE LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES, DE LA PRÉVENTION DE LA VIOLENCE ET DE LA SANTÉ À BASE COMMUNAUTAIRE



« Mon métier consiste à aider des entrepreneurs à reprendre une activité. En septembre 2012, la Croix-Rouge française a, dans un premier temps, effectué des donations conditionnées (par des critères très stricts) pour 30 entrepreneurs de Delmas 7, 9, 11 et 13. Dans un second temps, elle va accompagner des entreprises en mesure de générer des emplois dans le(s) quartier(s). Le but de cette démarche est de relancer ou recréer une dynamique économique en zone urbaine. Car, sans travail, les familles ne pourront s'installer durablement dans ces quartiers. »

LUCE PEREZ, DÉLÉGUÉE RELANCE ÉCONOMIQUE POUR LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE

Près de 360 000 personnes vivent toujours dans environ 500 sites de rassemblement, selon le dernier recensement de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) d'octobre 2012. Ils étaient plus d'un million, il y a trois ans. La situation a donc considérablement évolué, en partie grâce aux différentes initiatives des organisations humanitaires, dont le programme de relocalisation de la population mené par la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Néanmoins, les vulnérabilités restent fortes en matière de santé et d'exposition aux risques de catastrophes naturelles. Favoriser le relogement de ces populations vulnérables reste la priorité aujourd'hui encore, mais il faut pouvoir proposer des alternatives d'habitat acceptables. Les solutions pour « vider » les camps ne sont pas toutes applicables selon les situations des familles. Certains sites sont donc amenés à perdurer. C'est le cas d'Accra, l'un des camps les plus peuplés de Port-au-Prince. C'est l'un des six sites sur lesquels la Croix-Rouge française intervient toujours (contre neuf il y a un an). L'assistance d'urgence a permis de fournir rapidement les services de base en matière d'abris, de santé, d'eau et d'assainissement, de réduction des risques de catastrophes, etc. Il a ensuite fallu, durant près de deux ans, renforcer l'accès des populations à ces services, puis les inciter à gérer elles-mêmes les infrastructures et dispositifs mis en place. Rendre les communautés des camps autonomes reste notre priorité, dans la perspective de notre retrait progressif, en 2013.

DANS LES CAMPS

RÉDUIRE LES VULNÉRABILITÉS,
RENFORCER L'AUTONOMIE DES POPULATIONS

Rafaëlle Saint-Silia, une habitante du camp d'Accra, a redécoré son intérieur grâce à ses machines à coudre, sauvées des décombres.

Renforcer la résilience et l'autonomie des populations

Le camp d'Accra a bien changé en trois ans. Basé à Delmas 33, il abrite encore plus de 18 300 personnes, selon le dernier recensement de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM, octobre 2012). Les abris de fortune ont pratiquement disparu, remplacés par des abris plus spacieux, plus solides, pour faire face aux intempéries. À défaut d'alternatives de logement dans l'immédiat, la vie s'y est organisée. La Croix-Rouge française a su adapter ses programmes à cette situation qui perdure, avec l'appui des communautés. Reportage.



Grâce à du matériel stocké dans le camp, la Croix-Rouge française supervise la construction et la réparation des abris. Ces opérations sont réalisées par les membres de la communauté : les « boss » et les référents techniques, préalablement formés.



« Nous travaillons avec les communautés des camps pour trouver des solutions de logement aux populations, pour qu'elles puissent revenir dans leur quartier d'origine. Mais pour ce faire, elles ont besoin d'un travail, d'infrastructures, d'un cadre de vie accueillant. »



JAMES BELLAMY, RESPONSABLE DE L'APPROCHE QUARTIER INTÉGRÉE, FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SOCIÉTÉS DE LA CROIX-ROUGE ET DU CROISSANT-ROUGE EN HAÏTI.



Les abris sont tous identiques lors de la construction. Mais des séances de formation permettent aux référents techniques de faire des ajustements, tels que des ouvertures de fenêtres, sans fragiliser la structure. Leur participation à ces travaux leur permet également de mesurer leurs compétences techniques et leur aptitude à assurer la maintenance des habitations.



Les membres des comités de vigilance sont des personnes vivant dans le camp qui se portent volontaires pour sensibiliser la population aux risques de catastrophes et donner l'alerte, pendant la saison cyclonique, notamment. Ils sont en mesure d'effectuer les premières évaluations sur le terrain après une catastrophe. Ils ont ainsi été mobilisés en 2012, lors des tempêtes Isaac et Sandy. Les comités de vigilance et les systèmes d'alerte sont deux volets du programme de réduction des risques de catastrophes mis en place dans les camps.

REPÈRES :

- 12 « boss » (personnel qualifié) formés
- 70 référents techniques formés
- 3830 bâches de réparation des abris
- 1815 abris d'urgence renforcés ou reconstruits
- 2360 foyers sensibilisés au plan familial d'urgence

(source : Croix-Rouge française, année 2012)

Réhabilité par des référents techniques du camp, ce canal a un double rôle. En drainant les eaux souillées, il contribue à l'assainissement du site et à la limitation des risques d'inondation. Le travail de construction a permis aux référents techniques de mettre en pratique les méthodes de maçonnerie apprises lors d'une formation financée par la Croix-Rouge française. Cela participe ainsi à les rendre plus autonomes dans la gestion de leur quotidien.



Mardi Paris Junior dirige une petite entreprise de collecte et de recyclage de déchets, implantée au cœur du camp d'Accra, qu'il a pu monter grâce au programme de relance économique de la Croix-Rouge française. Outre le recyclage des déchets, il participe à l'amélioration de l'environnement sanitaire du camp. Il contribue également à la dynamisation économique de la zone puisqu'il emploie quatre personnes. En moins d'un mois d'activité, Mardi et son équipe ont collecté plus de 800 kilogrammes de déchets recyclables!



REPÈRES :

- Près de 360 000 personnes (90 000 familles) vivent sur près de 500 sites de rassemblement (Organisation internationale pour les migrations (OIM) - octobre 2012), contre 520 000 en décembre 2011 et plus d'un million en janvier 2010
- La Croix-Rouge française intervient sur 6 sites de rassemblement en 2012 (contre 66 sites durant la phase d'urgence et 18 sites, début 2011)



Le programme de réduction des risques de catastrophes est essentiel pour garantir la sécurité des habitants des camps. Les équipes de la Croix-Rouge française rendent visite aux familles pour les sensibiliser au Plan familial d'urgence (PFU). Ce plan comprend un ensemble de mesures visant à limiter les conséquences d'une catastrophe, qu'elle soit liée aux aléas naturels ou d'origine domestique.



RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Dans tous les pays où la Croix-Rouge intervient, elle apporte son soutien à la Société nationale. Cette entraide constitue le socle du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. L'objectif est de soutenir la Croix-Rouge locale dans sa mission d'aide aux populations vulnérables en renforçant ses capacités. Cette approche est primordiale pour une action aux effets durables et moins dépendante de l'aide extérieure. Le renforcement des capacités de la Croix-Rouge haïtienne prend différentes formes, de la formation des volontaires à la réhabilitation de locaux ou encore au soutien des actions opérationnelles en faveur des communautés. De plus, la Croix-Rouge collabore avec les autorités et les communautés locales, premiers acteurs de l'action humanitaire et du développement. En Haïti, les Croix-Rouge française et haïtienne ont ainsi participé, par exemple, à la remise en état du réseau d'eau de la ville de Petit-Goâve et au renforcement de onze centres de santé du département de l'Ouest.



« Aidez-moi à vous aider, mais n'oubliez pas que vous êtes maîtres de votre propre développement. »

CÉLIA PASTOR, DÉLÉGUÉE CROIX-ROUGE FRANÇAISE, RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE LA CROIX-ROUGE HAÏTIENNE.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Accompagner la relève de la Croix-Rouge haïtienne

Le 12 janvier 2010, la Croix-Rouge haïtienne a été touchée en plein cœur : des volontaires blessés ou décédés, des locaux sinistrés, une organisation ébranlée. L'une des missions de la Croix-Rouge française est de l'aider à poursuivre son développement, malgré cette épreuve. Elle l'a ainsi soutenue dans le renforcement de ses activités traditionnelles, qui couvrent à la fois la préparation et la réponse aux catastrophes, la santé communautaire, les soins d'urgence (VIH-sida, service pré et post-hospitalier, ambulances) et la gestion du service national de transfusion sanguine. En outre, la Croix-Rouge française mène actuellement un projet pilote avec les comités de la région du Bas-Artibonite.

Depuis septembre 2012, Célia Pastor, déléguée renforcement des capacités à la Croix-Rouge française, accompagne un comité régional et six comités locaux dans leur développement. L'objectif poursuivi est de permettre à la Croix-Rouge haïtienne de s'appuyer sur un réseau de volontaires actifs aux côtés des communautés et d'être un partenaire privilégié des autorités haïtiennes. Grâce à une méthode participative permettant l'adhésion de tous les acteurs, les volontaires et les cadres des comités, accompagnés par les équipes de la Croix-Rouge française, discutent de la mise en œuvre dans leur territoire de la stratégie nationale de la Croix-Rouge haïtienne. Il s'agit de mettre en place une politique de formation des bénévoles, d'identifier leurs besoins en termes d'infrastructures et de soutenir la réalisation de leurs actions auprès des populations. Les volontaires de la Croix-Rouge haïtienne sont également chargés de développer des activités génératrices de revenus, afin d'assurer un fonctionnement durable du comité. Ce projet pilote fait suite aux travaux menés lors de la conférence du Mouvement Croix-Rouge et Croissant-Rouge à New York en 2010 pour Haïti, à la suite de laquelle le renforcement des capacités de la Croix-Rouge haïtienne a été inscrit comme une priorité stratégique.

Les équipes d'intervention communautaires à la manœuvre

Fin 2012, la Croix-Rouge française a aidé la Croix-Rouge haïtienne à organiser un exercice de simulation en cas de catastrophe. Une manière de valoriser les savoir-faire des volontaires et d'apprendre à travailler en collaboration avec les services de l'État.



La Croix-Rouge haïtienne reconnaît l'expertise de la Croix-Rouge française dans les domaines de la gestion des catastrophes, de la communication et de la mobilisation des ressources. Notre collaboration est très bénéfique, elle va nous permettre d'assumer pleinement notre rôle d'auxiliaire des pouvoirs publics, via la promotion de notre image et la levée de fonds indispensables à notre bon fonctionnement. (...) Affaiblie par le séisme, la Croix-Rouge haïtienne a eu besoin d'être soutenue à la fois dans son organisation (logistique, technique, gestion des volontaires, etc.) et dans son développement (développement des compétences, notamment), pour pouvoir assurer à nouveau ses missions en faveur des communautés. »

PÉRICLÈS JEAN-BAPTISTE, RESPONSABLE DIFFUSION ET COMMUNICATION, CROIX-ROUGE HAÏTIENNE

DES CENTRES DE SANTÉ OPÉRATIONNELS ET PERFORMANTS



Suivant les recommandations des autorités sanitaires haïtiennes, la Croix-Rouge française a lancé en mai 2010 un ambitieux programme de réhabilitation et de renforcement de onze centres de santé de premier échelon situés dans la capitale et dans la commune de Petit-Goâve. Les locaux ont été remis en état, équipés en matériel et médicaments et dotés d'un dispositif de traitement des déchets. Le système de gestion a été modernisé, le personnel formé. Enfin, un fonds social a été créé pour permettre aux personnes les plus démunies d'être prises en charge. De plus, les structures et le personnel de santé sont désormais en mesure de faire face au choléra, devenu endémique dans le pays. Bref, les centres sont non seulement redevenus opérationnels, mais aussi plus performants qu'auparavant.

Au centre de santé communautaire de Snelak

Dans la salle d'attente, plusieurs personnes patientent tranquillement. L'infirmière d'accueil prend la tension d'une petite fille endormie dans les bras de sa mère. Elle note le résultat de l'examen dans le carnet de suivi de la fillette et les guide vers le cabinet de consultation. L'infirmière reçoit le patient suivant, un enfant et son père, venus pour un suivi de vaccination. Une scène qui peut sembler banale mais qui est nouvelle, ici. Pour en arriver là, il a fallu accomplir un travail global, tant structurel qu'organisationnel. Pour en mesurer l'importance, un retour en arrière s'impose.

Le 12 janvier 2010, le centre de santé de SNEKAK, du nom du groupe communautaire du quartier de Descayettes à Port-au-Prince, est fortement endommagé par le séisme. Lorsque la Croix-Rouge française commence ses travaux de réhabilitation en mai 2010, le chantier est colossal. « Il ne s'agit pas seulement de reconstruire le bâtiment, comme le rappelle le docteur Marc Paquette, coordinateur santé pour la Croix-Rouge française, mais il faut aussi revoir l'organisation générale des soins, renforcer les capacités opérationnelles des personnels soignants. » Un travail réalisé avec la communauté du quartier et avec la Fondation architectes de l'urgence pour les travaux. Les résultats sont spectaculaires. « Avant, il y avait une grande salle pour tout

REPÈRES :

- 12 000 patients sont hospitalisés dans les unités de traitement du choléra soutenues par la Croix-Rouge française (lors des deux premiers pics de choléra en octobre 2010 et avril 2011).
- 153 000 personnes bénéficient des programmes de désinfection.
- 1 870 enfants reçoivent un soutien psychosocial dans 46 orphelinats.
- 4 points de réhydratation orale sont installés.

- 180 points de lavage des mains sont installés entre octobre 2010 et novembre 2011.
- 11 centres de santé sont renforcés : 9 centres du ministère de la Santé et 2 centres communautaires.
- 10 centres de traitement des diarrhées aiguës sont aménagés en 2012 : 5 dans la région de l'Artibonite, 3 à Petit-Goâve et 2 à Port-au-Prince.

Une autre menace à gérer : le choléra

Une nouvelle crise surgit en octobre 2010, ralentissant l'aide humanitaire liée au séisme : une épidémie de choléra virulente. Devenue endémique, la maladie a touché près de 630 000 personnes en trois ans et fait près de 8 000 morts, selon le ministère de la Santé publique et de la Population. Après avoir mis en place et soutenu des unités de traitement du choléra pendant la phase d'urgence, la Croix-Rouge française a progressivement soutenu l'intégration de ces dispositifs aux centres de santé, conformément aux recommandations du ministère. Tous les centres disposent désormais d'un local dédié au traitement des diarrhées aiguës, de personnels de santé formés spécifiquement et de protocoles de prise en charge éprouvés.

faire : les examens, la pharmacie, la salle d'attente, les vaccinations, le suivi des grossesses, les consultations. Aujourd'hui, on est aux anges ! Chacun a son propre espace de travail », raconte Darline, comptable et responsable des ressources humaines. Le centre, à nouveau ouvert depuis août 2011, fonctionne désormais de façon très structurée, avec un parcours de soins matérialisé par différentes salles : l'accueil et l'inscription administrative d'un côté, les consultations générales et spécialisées de l'autre, et la vaccination à part. En outre, des locaux administratifs, une pharmacie et un laboratoire d'analyse médicale complètent le dispositif. Fin 2012, la Croix-Rouge française se retire, le centre est en mesure de fonctionner de manière autonome. Pour le docteur Marc Paquette, le « pari est gagné ». Il revient maintenant à la direction sanitaire de l'Ouest du ministère de la Santé publique et de la Population et à la direction du centre de poursuivre leurs engagements afin d'assurer dans la durée un service de qualité pour les populations du quartier.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

LUTTER CONTRE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE GRANDISSANTE

L'insécurité alimentaire, préexistante au séisme de janvier 2010, est une problématique importante et récurrente en Haïti. Selon une enquête nationale réalisée en août 2011, 4,7 millions de personnes en souffriraient, soit 45 % de la population. Les conditions climatiques de 2012 (faibles pluies en avril/juin), les dégâts provoqués sur l'agriculture par les tempêtes Isaac et Sandy et l'évolution des prix sur les marchés ont contribué à aggraver la situation. La Croix-Rouge française est attentive à la vulnérabilité des populations dans les zones où elle intervient, comme en Artibonite, où elle est présente depuis la fin des années 1990. Considérée comme le grenier d'Haïti (80 % de la production de riz du pays), la région est l'une des plus affectées par l'insécurité alimentaire.



En Artibonite

Des indicateurs économiques, notamment la hausse des prix des denrées, font craindre une situation de crise alimentaire en 2013. Les personnes déjà affaiblies par l'enchaînement des différentes catastrophes risquent de ne pas pouvoir y faire face. Les facteurs de l'insécurité alimentaire sont multiples : secteur agricole en régression, investissement insuffisant en matière d'irrigation, manque d'infrastructures de stockage des cultures, etc. Ces causes, souvent interdépendantes, varient d'une région à l'autre, parfois d'une commune à l'autre. Fin 2012, la Croix-Rouge française a mené une évaluation sur le terrain en Artibonite, principalement dans les zones montagneuses, où les habitants sont très dépendants des récoltes agricoles. L'identification des besoins devrait permettre d'élaborer des réponses ciblées en 2013.

REPÈRES :

- En 2010, 52 % de la population affectée par le séisme se trouvait en situation d'insécurité alimentaire (Coordination nationale de la sécurité alimentaire - CNSA).
- En 2011, l'insécurité alimentaire touchait encore 45 % de la population.
- Le prix des denrées alimentaires a augmenté de 12 % entre 2010 et 2011 (Institut haïtien de la statistique et de l'information - IHSI).
- L'agriculture est pratiquée par environ 1 million de ménages agricoles (très peu sont propriétaires des terres).
- 220 agriculteurs sont soutenus par la Croix-Rouge française en 2012 par des intrants en outillage et 2 000 kg de semences (plus de 10 variétés).

« Grâce à la Croix-Rouge française, j'ai pu mettre en sol des semences plus résistantes, notamment des bananiers pour pallier le manque d'eau. »

VICTOR, AGRICULTEUR

À Croix-des-Bouquets

Depuis 2010, la Croix-Rouge française mène un projet de réduction de l'insécurité alimentaire à Croix-des-Bouquets. Dans cette commune semi-rurale située à 10 kilomètres de la capitale, elle a également construit des logements et amélioré la couverture sanitaire pour les familles sinistrées par le séisme. La Croix-Rouge française a adopté une stratégie d'approche globale des facteurs d'insécurité alimentaire, en favorisant d'un côté les projets de relance agricole, de l'autre des projets d'accès à l'eau potable et à l'eau pour l'irrigation des cultures. La communauté est systématiquement impliquée dans les projets. Ainsi, la Croix-Rouge française a incité et aidé la population à diversifier et adapter les plantations. Les problématiques d'irrigation ont également été examinées et le réseau de canaux, en mauvais état et obstrué par les déchets, a nécessité des travaux de curage. Une partie du canal principal a été nettoyée et bétonnée, pour gagner en solidité et limiter l'érosion des sols de culture. La communauté participe aux travaux de maçonnerie, de nettoyage et d'entretien. Des « chefs de canaux » ont été désignés pour s'assurer que les canaux soient toujours propres et fonctionnels. Enfin, pour permettre une irrigation constante, la Croix-Rouge française procède à la remise en état d'une pompe d'irrigation. L'ensemble de ces activités visent, pour les mois et les années à venir, à accroître la résilience des habitants face aux crises alimentaires chroniques.





NOTRE ENGAGEMENT FINANCIER EN HAÏTI

La Croix-Rouge française a mis en œuvre son plan d'action 2010-2013 pour répondre aux conséquences du séisme. Compte tenu de l'évolution de la situation et l'obtention de financements institutionnels, l'association prévoit de poursuivre sa mobilisation jusqu'à la fin 2014 auprès des populations affectées par le séisme de 2010. Ce plan prend en compte nos actions spécifiques en réponse à l'épidémie de choléra.

Près de **35,9 millions*** d'euros auront été utilisés au cours des 36 premiers mois suivant le séisme. Notre plan d'action prévisionnel mobilise l'essentiel des ressources collectées au 31 décembre 2012 (**42,7 millions d'euros**) à destination des personnes affectées en Haïti. La recherche de fonds institutionnels se poursuit afin de renforcer notre action auprès des populations les plus vulnérables. L'évolution du contexte global d'intervention en Haïti peut nous amener à revoir ce plan.

RESSOURCES (31/12/2012)

Dons collectés** auprès :	
- des particuliers	9,4 millions d'euros
- des entreprises	5,9 millions d'euros
- de l'État et des collectivités	3 millions d'euros
Financements obtenus des bailleurs institutionnels (Union Européenne, UNICEF, PNUD, UNHCR, OMS...)	17,5 millions d'euros
Financements obtenus des membres du mouvement Croix-Rouge (Croix-Rouge américaine, canadienne, Fédération...)	5,3 millions d'euros
Autres financeurs (associations...)	1,6 million d'euros

TOTAL DES RESSOURCES = 42,7 MILLIONS D'EUROS AU 31 DÉCEMBRE 2012

EMPLOIS (31/12/2012)

Population affectée par le séisme :	
- population dans les camps	16,1 millions d'euros
- population en général	10,5 millions d'euros
Réponse au choléra	5 millions d'euros
Frais de gestion ***	4,3 millions d'euros

TOTAL DES EMPLOIS = 35,9 MILLIONS D'EUROS AU 31 DÉCEMBRE 2012

* Ce chiffre est une estimation, il pourra varier à la marge une fois la clôture des comptes de l'année 2012 réalisée.

** Les montants indiqués intègrent les ressources déjà comptabilisées ainsi que les promesses de dons et les demandes de financement déposées auprès des bailleurs institutionnels.

*** 13,8 % du montant des missions sociales en 2010 et 2011, 13 % en 2012.

**** Sous réserve d'obtention de financements complémentaires.

Artibonite

La Croix-Rouge française met en œuvre différents projets de développement et de préparation aux risques de catastrophes, aux côtés de la Croix-Rouge haïtienne. En 2012, la Croix-Rouge française a dépensé près de 2,1 millions d'euros en Artibonite. En 2013, son budget prévisionnel est de 1,9 million d'euros****. Notre engagement en Artibonite est assuré jusqu'en 2016. L'action de la Croix-Rouge française en Artibonite est ancienne et antérieure au séisme du 10 janvier 2010. Elle est soutenue par l'Union européenne, notamment, et l'UNICEF.



ENCORE MERCI!

Nous remercions vivement les donateurs qui nous ont permis de répondre efficacement aux besoins immédiats du peuple haïtien, en janvier 2010, et soutiennent notre engagement dans des programmes de relèvement. L'ensemble des dons collectés s'élève à plus de 18,3 millions d'euros, grâce à vous, particuliers, entreprises, fondations, partenaires et collectivités locales.



De nouveau un grand MERCI aux centaines d'entreprises et fondations qui nous ont soutenus via des dons financiers, l'organisation de collectes en France ou dans le monde, des relais d'appels à dons, des opérations de produits partagés, l'organisation d'événements, etc.

Ready

Le Fonds READY

Pour faire face à la crise sanitaire provoquée par les tempêtes Isaac et Sandy en 2012, la Croix-Rouge française a activé le Fonds READY, fonds de préparation et de réponse aux catastrophes. Cette réserve financière est mobilisable à tout instant pour mieux répondre aux catastrophes d'origine naturelle ou humaine. Le fonds est alimenté par les entreprises partenaires et les mécènes individuels qui souhaitent soutenir la Croix-Rouge française avant, pendant et après une crise, qu'elle soit médiatique ou silencieuse.

Un grand merci à la Fondation Total, la Fondation Sanofi Espoir et Technip, partenaires du Fonds READY, également engagés aux côtés de la Croix-Rouge française sur de nombreux projets internationaux.

NOUS REMERCIONS

Accor (groupe et fondation), Accor Services France, Adecco, AFOM (Association française des opérateurs mobiles) – SFR, Orange, Bouygues Télécom, Virgin Mobile et NRJ Mobile –, Air France, Axa, Axa Tout Cœur, Chartis Insurance, Cap Gemini, Crédit Suisse, Dromadaire, EBay, Europe 1, Foncia, Fondation Crédit Agricole, Fondation L'Oréal, Fondation Sanofi Espoir, Fondation Veolia Environnement, Google, HSBC, Johnson & Johnson, Compass, La Française des Jeux, La Poste, Malakoff Médéric, Microsoft, Nestlé, Mitsubishi, RMC, rueducommerce.com, Société Générale, Sanofi-Aventis groupe, Total, Vinci et Vuitton.

Atol, Beneteau, BNP Paribas, Bred, Casino, Chronodrive, CNRS, Courtage Inter Caraïbes, DDB Link, Deloitte France, Ecllosion, Equidia, Fram, GFA Caraïbes, Lagardère, Ricoh, Qualiconsult SA, Ricol Lasteyrie, Fœderis, Mutuelle Fraternelle d'Assurance, Mane et Fils, Phénicia Logistics, Groupe Scor, SARL Les Peupliers, Saguez et partners, Select Reader Digest, SFD, Stanley, Stereau, Théâtre Mogador, Yoplait France.

NOUS REMERCIONS ÉGALEMENT

La Fondation Veolia Environnement, pour l'engagement de ses volontaires dans les équipes de réponse aux urgences (ERU), ainsi que pour son soutien au projet d'amélioration de l'accès à l'eau de la population de Petit-Goâve.



NOS PARTENAIRES INSTITUTIONNELS ET OPÉRATIONNELS

Les actions de la Croix-Rouge française en Haïti n'auraient pas pu être mises en œuvre sans le soutien de ses bailleurs de fonds et l'action de ses partenaires opérationnels. Depuis trois ans, la Commission européenne, les agences onusiennes, la coopération française, ainsi que les partenaires du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge font confiance à la Croix-Rouge française pour répondre aux besoins de la

population affectée par le séisme du 12 janvier 2010. Leur contribution à la réalisation de son mandat humanitaire s'élève à 22,8 millions d'euros, permettant ainsi de se mobiliser face aux urgences, de réduire l'impact des crises qui ont frappé le pays au cours de ces trois dernières années et d'améliorer les conditions de vie d'un grand nombre d'Haïtiens.



L'Union européenne Un engagement dans la durée

Partenaire de longue date de la Croix-Rouge française pour le développement d'Haïti, la Commission européenne, via sa **Direction générale du développement et de la coopération** (DG DEVCO-EuropeAid) reste engagée aux côtés de la Croix-Rouge française pour soutenir ses projets d'amélioration durable des conditions sanitaires, d'hygiène et d'accès à l'eau potable pour

les populations du Bas-Artibonite. Un projet de cinq ans axé sur la réduction des maladies hydriques a été lancé en avril 2011. Par ailleurs, la Croix-Rouge française et la DG DEVCO collaboreront en 2013-2014 pour apporter leur appui à la reconstruction et à l'aménagement de quartiers de Delmas pour faciliter le retour des populations sinistrées par le tremblement de terre.

La Direction générale de l'aide humanitaire et de la protection civile (DG ECHO)

La DG ECHO soutient depuis trois ans l'action post-séisme de la Croix-Rouge française en Haïti. Elle a apporté sa contribution à quatre projets d'amélioration des conditions de vie et d'autonomisation des populations sinistrées, en particulier en 2012, dans les camps et à Croix-des-Bouquets. La DG ECHO a également financé deux projets de réponse à l'épidémie de choléra ainsi qu'un projet de réduction des risques de catastrophes dans l'Artibonite.



Aide humanitaire et Protection civile

PP Les objectifs de la DG ECHO sont doubles : d'une part, poursuivre l'aide humanitaire engagée en 2010 suite au séisme, d'autre part, continuer nos projets de lutte contre le choléra. Dans ce domaine, nous soutenons des programmes d'accès aux soins pour les bénéficiaires et de réduction de la propagation de la maladie. Pour 2013, les objectifs de la DG ECHO s'inscrivent dans la continuité. Il y a encore des centaines de milliers de personnes dans les camps, la priorité est donc de trouver une solution de sortie adaptée à chaque personne. Nous poursuivons notre action à travers une approche communautaire pour garantir les services de base à ces populations. La Croix-Rouge française est un partenaire de longue date qui a développé des compétences importantes dans les camps. Plus largement, les Sociétés nationales Croix-Rouge ont la capacité, dans un contexte de crises chroniques et récurrentes, notamment lors des saisons cycloniques, de déployer des réponses d'urgence adaptées et de limiter les impacts de ces intempéries. »

OLIVIER LE GUILLOU, ASSISTANT TECHNIQUE AU BUREAU DE LA DG ECHO EN HAÏTI

Les Nations unies Une forte collaboration dans le domaine sanitaire



Présente aux côtés de la Croix-Rouge française depuis la phase d'urgence, l'Unicef a contribué en 2012 à l'amélioration de l'accès à l'eau potable et des conditions d'hygiène des populations vulnérables du Bas-Artibonite. Elle subventionne depuis 2010 les travaux de réhabilitation du réseau d'eau de la ville de Petit-Goâve (ce projet a également bénéficié de l'expertise technique et du soutien financier de la **Fondation Veolia pour l'Environnement**). L'Unicef a par ailleurs soutenu le programme de renforcement du système de réponse à l'épidémie de choléra dans l'Artibonite, région la plus touchée au démarrage de la maladie. Engagé dans la lutte contre les violences faites aux femmes, en particulier dans les camps de déplacés de l'ouest d'Haïti, l'UNHCR a soutenu, au cours des deux dernières années, le programme de la Croix-Rouge française visant à renforcer les structures de prise en charge des victimes, à lutter contre les nouvelles infections au VIH-sida et à rétablir des conditions socio-économiques viables pour ces femmes et leurs enfants.



Le Mouvement Croix-Rouge et Croissant-Rouge Des partenaires institutionnels et opérationnels incontournables

L'action de la Croix-Rouge française s'effectue en étroite coordination avec l'ensemble du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge mobilisé aux côtés de la Croix-Rouge haïtienne. En particulier, le **secrétariat de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR)** s'est engagé dès 2010 aux côtés de la Croix-Rouge française dans un vaste programme d'hébergement de transition pour les familles sinistrées. La FICR appuie par ailleurs l'action de la Croix-Rouge française pour la redynamisation des quartiers de Delmas, depuis septembre 2011. En 2012, elle a contribué aux activités de renforcement des abris d'urgence et au transfert des compétences aux populations déplacées en camps et aux volontaires de la Croix-Rouge haïtienne, via des formations à la construction d'abris sûrs et résistants face aux intempéries.

Enfin, la FICR a, pendant neuf mois, apporté son soutien au programme de renforcement des structures de santé pour la prise en charge et la limitation de la propagation des cas de choléra au sein des communautés vulnérables du département de l'Ouest.

La Croix-Rouge canadienne est impliquée depuis septembre 2011 dans les projets de la Croix-Rouge française dans les camps de Port-au-Prince. Elle s'est



investie en particulier dans les activités de gestion des services : l'accès à l'eau, la gestion des déchets et l'amélioration des conditions de logement des populations.

La Croix-Rouge américaine a appuyé la réponse de la Croix-Rouge française au premier pic épidémique de choléra, ainsi que ses actions de relogement des populations sinistrées dans des abris de transition.

Autres partenaires

En partenariat avec l'association **Entrepreneurs du monde**, la Croix-Rouge française participe à la revitalisation de l'activité économique dans les zones affectées par le séisme.

Soucieuses de fournir à la population haïtienne des infrastructures sanitaires de qualité en lui garantissant sa sécurité physique, la **Fondation architectes de l'urgence** et la Croix-Rouge française ont entamé une collaboration étroite dès les premiers mois suivant le séisme pour la réhabilitation de onze centres de santé du département de l'Ouest. Le **Centre de crise du ministère des Affaires étrangères et européennes** a participé au financement de ce projet.

La **Mairie de Paris** a soutenu les actions de la Croix-Rouge française dans les camps.

